



Podcast – Belfius Insights

Version écrite du Podcast (15-07-2020)

Écoutez sur Spotify

Écoutez via Apple iTunes et laissez-nous une évaluation

Un été sous haute vigilance

- Le plan de relance de 750 milliards recevra-t-il le feu vert des dirigeants européens? Est-il toujours intéressant d'investir dans l'immobilier physique? Catherine Danse vous dévoile l'analyse de nos experts.
- Philippe Evrard fait ensuite le point sur les indicateurs à tenir à l'œil cet été.

Bonjour Mesdames et messieurs. Nous sommes le mercredi 15 juillet. Voici Belfius Insights. Dans quelques instants, vous recevrez les conseils de Philippe Evrard en matière d'investissements. Mais revenons d'abord ensemble sur le spectre macroéconomique. Nous nous concentrerons assez longuement sur l'Union européenne, dont le président du Conseil Charles Michel est confronté à un défi majeur. Nous porterons également notre attention sur le marché immobilier. En effet, il est opportun de se demander s'il est toujours intéressant d'investir dans l'immobilier physique?

L'Union européenne fait face à un weekend historique. Vendredi et samedi, les chefs d'État et de gouvernement européens se réuniront pour la première fois depuis que le Covid-19 a traversé le continent. Depuis, un plan de sauvetage massif a été mis sur la table, avec les plus gros montants pour l'Italie et l'Espagne. Une aide nécessaire pour remettre leur économie - durement touchée - sur la bonne voie. Un plan dont les principaux défenseurs sont l'Allemagne et la France, mais qui ne fait pas que des heureux. Les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède et le Danemark y sont notamment fortement opposés. Face à ces tensions, chacun devra mettre de l'eau dans son vin pour trouver un accord car ce programme de stimulation ne pourra voir le jour qu'à condition d'obtenir l'unanimité.

Le problème réside principalement dans la façon dont les pays bénéficiaires dépenseront cet argent. Remettre un chèque en blanc est inconcevable pour certains pays. Ils exigent des garanties afin d'être sûr que les milliards de subventions accordés permettront bien une reprise durable grâce à des réformes spécifiques au sein de ces pays. L'Italie se retrouve donc dans le collimateur en tant que partenaire historiquement fragile au sein de l'Europe, avec une économie qui

n'a pas progressé depuis l'arrivée de l'euro. L'Italie ne veut en aucun cas qu'on regarde par-dessus son épaule afin de surveiller ses faits et gestes. La Belgique, quant à elle, préfère soutenir ce projet, car notre pays aimerait recevoir plus d'aide.

Face aux discussions, il n'est en tout cas plus d'actualité pour la chancelière allemande Merkel de revenir sur la taille du plan. Les 750 milliards seront divisés en 500 milliards de subventions et 250 milliards de prêts.

L'absence de décision pourrait rendre les investisseurs sur les marchés financiers très nerveux. Alors que les optimistes estiment qu'un accord sera conclu dimanche, d'autres pensent que la fumée blanche n'apparaîtra que lors d'un nouveau sommet prévu le 27 juillet.

En attendant, les dirigeants européens semblent décidés à conclure un accord ce mois-ci. Ils sont en effet bien conscients de l'importance d'un tel signal psychologique. Tant pour les marchés que pour la confiance des consommateurs et des entreprises. Ceux-ci doivent à nouveau croire à la résurrection de l'économie européenne.

Entretemps, nous apprenons de la Banque centrale européenne que le pire est passé, mais que le plus lourd reste à venir. À l'heure actuelle, l'économie est dépendante des plans d'urgence afin de maintenir les entreprises et les consommateurs sur le droit chemin. Mais, bien évidemment, cette situation ne peut pas durer. Si les consommateurs européens soutiennent pour le moment la reprise en recommençant à dépenser de l'argent, ces dépenses restent limitées par rapport au début de l'année. L'industrie, quant à elle, continue de travailler au ralenti.

L'environnement international reste donc extrêmement incertain. Alors que le continent euro-

péen est actuellement le seul endroit au monde où le nombre d'infections se stabilise ou diminue, elles continuent de monter en flèche sur tous les autres continents. Ce qui met la pression sur la demande internationale et les chaînes d'approvisionnement et constitue un cauchemar pour l'industrie mondiale du tourisme.

Malgré tout, les derniers chiffres du Covid-19 en Europe semblent à nouveau alarmants et il est fort possible que certains pays, dont la Belgique, subissent un deuxième confinement.

Au cours des derniers mois, la BCE a fait fi de nombreux principes classiques de théorie monétaire et injecté 1,350 milliard d'euros supplémentaires dans le système financier afin de calmer les marchés, garantir que les taux du gouvernement italien ne rebondissent pas et que les prêts bancaires ne se tarissent pas. Sa principale boussole - à savoir l'objectif de garder, en Europe, une inflation inférieure à 2% - continue de sembler totalement désaccordée.

Malgré les taux d'intérêt extrêmement bas, l'inflation ne se semble pas prête à repartir à la hausse. Les marchés financiers supposent que la BCE maintiendra son taux directeur négatif pendant encore 20 ans. Ce qui est, en soi, un concept interpellant.

Aux États-Unis, la banque centrale américaine s'est déjà engagée à maintenir son taux directeur à zéro jusqu'à la fin de 2022. Elle indique que la reprise économique recommencera très lentement. C'est d'ailleurs désormais le consensus général des économistes aux quatre coins de la planète.

La Banque centrale européenne devrait prendre peu de décisions jeudi. En ce sens, le président de la BCE Lagarde a déclaré "nous avons déjà fait tellement que nous voulons maintenant

Cette newsletter (et les éventuels documents joints) est purement informative et ne peut en aucun cas être considérée comme une offre de produits ou de services financiers, bancaires, d'assurance ou de toute autre nature, ni comme un conseil en matière d'investissement.

Éditeur responsable: Belfius Banque SA, Place Charles Rogier 11, 1210 Bruxelles - IBAN BE23 0529 0064 6991 - BIC GKCCBEBB - RPM Bruxelles TVA BE 0403.201.185 - N° FSMA 19649 A. Date de fin de rédaction: 15-07-2020.

prendre le temps d'évaluer attentivement les perspectives ».

Abordons maintenant la question de l'immobilier. Chez Belfius Strategic Research, on nous demande régulièrement s'il est judicieux d'investir dans l'immobilier alors que la Banque nationale a récemment durci les règles d'obtention d'un prêt. Ce qui fait qu'en règle générale, vous ne serez autorisé à emprunter que 90% de la valeur d'une maison, même s'il existe des exceptions. Ce durcissement rendra l'acquisition d'une maison assez difficile pour de nombreuses jeunes familles.

Au cours des dernières années, la politique immobilière de la Banque nationale a eu raison de pousser doucement hors du marché certaines demandes excessives. Les taux d'intérêt extrêmement bas sont un moteur important de la hausse des prix des logements, tout comme le besoin croissant de logements. Après tout, nous vivons de plus en plus longtemps et nous voulons également rester plus longtemps à la maison. Fondamentalement, par conséquent, de nombreux facteurs continuent de soutenir les prix de l'immobilier. On ne s'attend donc pas immédiatement à une chute des prix des logements.

Cependant, nous pensons que les prix des logements pourraient perdre quelques plumes cette année, même si cette baisse ne sera pas partout identique. Les maisons mitoyennes avec jardin sont devenues très populaires depuis le confinement, tout comme les appartements avec terrasse. Nous prévoyons un léger refroidissement du marché à l'automne, car ce n'est qu'à ce moment-là que les dégâts de la crise du Covid-19 feront surface, avec des faillites et, de ce fait, davantage de chômeurs. Les familles reporteront un éventuel achat, ce qui est une bonne nouvelle pour le marché des locations. Ceux qui souhaitent acquérir un bien immobilier pour le mettre en location devront prendre en compte que le rendement sera très modeste, tout en restant stable, en partie grâce à l'indexation du prix des locations. Cependant, n'oubliez pas que si votre investissement reste coincé dans les briques, vous ne pourrez pas le monétiser immédiatement. Mais cette possibilité d'investissement reste envisageable dans un portefeuille équilibré.

En parlant de portefeuilles et d'investissements, l'heure est venue de passer la parole à Philippe Evrard.

L'investisseur n'a pas la vie facile aujourd'hui. Des taux d'intérêt gelés, pour ainsi dire, à des planchers historiques, une économie moribonde et des bourses qui s'en moquent, cette combinaison laisse de nombreux analystes pantois.

Nous résumons les principaux faits à retenir en tant qu'investisseur.

Tout d'abord, les banques centrales inondent l'économie de liquidités bon marché. Certains analystes pensent que cela entraîne une valorisation correcte des marchés boursiers et qu'à court terme, il faudra s'attendre à peu de changements. Après tout, l'argent bon marché est là depuis des années. Nous déconseillons les carnets d'épargne car ceux-ci font perdre de la valeur à votre argent.

Dire que la bourse est le meilleur moyen de préserver votre pouvoir d'achat à long terme revient un peu à enfoncer une porte ouverte. Bien entendu, devenir investisseur nécessite un certain nombre de conditions préalables. Un horizon d'investissement à long terme, des nerfs solides en cas de turbulences et une bonne diversification. Une diversification indispensable non seulement pour réduire les risques de pertes sur votre portefeuille, mais aussi pour optimiser votre rendement potentiel.

Les nerfs d'acier sont également plus que nécessaires aujourd'hui. Pourquoi? Car la saison des résultats du deuxième trimestre approche et, selon les données de Factset, qui est un fournisseur de données financières, les entreprises du S&P500, l'indice des plus grandes entreprises américaines, afficheront une baisse de 45% des bénéfices trimestriels. Il reste à voir si cela se produira ou non. Les grandes banques américaines ont déjà communiqué des premiers résultats. Les pertes qu'elles ont enregistrées sur leurs opérations bancaires quotidiennes pour les particuliers et les entreprises pourraient être partiellement compensées par les bénéfices réalisés sur leurs activités de commerce et d'investissement.

Néanmoins, le PDG de JPMorgan a averti que la banque était prête pour ce scénario - après tout, comme il l'a rappelé, il ne s'agit pas d'une récession normale. Une situation qui ne nous surprend pas: dans un précédent podcast, nous avons déjà souligné le brouillard dans lequel de nombreuses entreprises doivent travailler. C'est pourquoi un grand nombre d'entre elles ne donnent tout simplement aucune perspective de profit, étant donné que l'avenir est trop incertain.

Venons-en à la pandémie. Lorsque nous regardons la situation aux États-Unis, celle-ci nous inquiète. Souvenez-vous d'Anthony Fauci qui considérait récemment que le nombre d'infections allait fortement augmenter et que les faits lui donnent de plus en plus raison.

De plus, de nombreuses entreprises se sont endettées pour survivre à cette crise. Là encore, la question de savoir comment celles-ci vont tenir le coup dans les mois à venir reste ouverte.

Et n'oublions pas les consommateurs. À ce jour, ils sont soutenus financièrement (dans le monde entier). Mais qu'en sera-t-il dans les prochains

mois? Fin juillet, les États-Unis voudront certainement prolonger les mesures de soutien, mais la discussion fait déjà rage entre les démocrates et les républicains. Il paraît évident que le choix du futur président américain aura aussi des répercussions en termes d'investissements, de taxes, d'impact sur le secteur pharmaceutique, etc.

Enfin, nous devons tenir compte de l'évaluation des marchés boursiers. Pour les États-Unis, ce chiffre est certainement élevé si l'on considère le cours de l'action sur les bénéfices attendus pour 2020. Les optimistes évoquent déjà les bénéfices de 2021 qui devraient augmenter et faire ainsi baisser le niveau de valorisation, rendant ainsi la bourse moins chère. Et nous en arrivons ainsi aux éléments qui soutiennent les marchés boursiers...

Comme nous l'avons déjà mentionné, le faible taux d'intérêt est une aide aux valorisations du marché boursier. Lors de l'évaluation d'une action, la composante "intérêts" est très importante. Théoriquement, plus le taux d'intérêt est bas, plus le cours de l'action est élevé. Mais un taux d'intérêt bas va généralement de pair avec une faible croissance de l'économie. Ce qui est négatif pour l'évaluation des capitaux propres. Le tout étant de savoir qui durera le plus longtemps: le faible taux d'intérêt ou la faible croissance.

Du côté de la Chine, et en Asie en général, le redémarrage en Chine devient de plus en plus évident. La Chine terminerait même l'année avec une croissance légèrement positive par rapport à l'année dernière.

Les indicateurs économiques avancés plus proches de nous indiquent également une reprise. Il convient toutefois de noter que nous sommes toujours en dessous des niveaux d'activité d'avant la crise. Il y a donc encore pas mal de chemin à parcourir. Nous attendons avec impatience le sommet européen de ce week-end. En cas de fumée blanche sur le fonds de relance, on pourra s'attendre à une forte stimulation des marchés boursiers européens. Mais les Pays-Bas jouent les trouble-fête en exigeant un contrôle européen dans les pays où des subventions seront accordées. Nous suivrons les discussions de près, avec une certaine curiosité.

Passons maintenant à nos investissements

Cette semaine, nous augmentons notre position en actions européennes, au détriment des actions américaines. L'Europe est moins chère, se remet mieux de la crise sanitaire et, comme mentionné, pourrait bénéficier du sommet européen.

Les pays émergents, en particulier la Chine, attirent également notre attention. Ils jouent un rôle pionnier dans la reprise mondiale.

Nous vous donnerons plus de détails sur ces décisions la semaine prochaine sur Belfius.be.

Notre principale stratégie reste l'investissement mixte et diversifié. Les obligations offrent un coussin en cas d'éventuelles turbulences sur les marchés boursiers. Nous les approchons non seulement via les fonds mixtes classiques, mais aussi via une gamme de fonds à gestion alternative. Dans un cadre de risque déterminé par vous, ils recherchent la meilleure stratégie d'investissement possible aujourd'hui, en tenant compte de tous les événements du marché.

Nos convictions à long terme restent intactes. La technologie d'abord. Le travail à domicile a accéléré le mouvement. La connectivité, le cloud, la sécurité sur Internet... de nombreuses entreprises parient sur ces technologies. Les soins de santé sont également dans le coup. Non seulement la recherche de vaccins, mais aussi les diagnostics, l'étude de nouvelles molécules, et bien sûr le vieillissement de la population mondiale, sont autant d'éléments qui jouent en faveur du secteur pharma. La lutte contre le réchauffement climatique continue d'occuper une place plus importante dans les entreprises tandis que le commerce durable évolue au quotidien. Nous reviendrons certainement sur l'augmentation des parts de marché enregistrées par les entreprises européennes durables dans notre prochain podcast. À court terme, nous croyons également à un redressement des banques européennes et de la couronne norvégienne.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les vacances d'été sont un moment idéal pour revoir votre portefeuille. L'occasion de passer en revue vos objectifs d'investissement, votre horizon, votre goût du risque, la répartition équilibrée entre les régions et les secteurs... Votre conseiller en investissement sera fera un plaisir de vous aider et de vous informer sur les options qui s'offrent à vous. Que ce soit pour guide ceux qui n'ont pas le temps ou l'envie de se consacrer à leurs investissements ou pour challenger ou être le sparring partner de l'investisseur plus accompli.

C'était Belfius Insights. Merci pour votre attention. N'oubliez pas de vous abonner si vous ne voulez manquer aucun épisode. À bientôt.